

**35ème Congrès cantonal Genève, les 6 et 7 Octobre 2000**

## *congres 2000*

### *Parti du travail – section de geneve*

*25 rue du Vieux-Billard / C.P. 232 / 1211 Genève 8    Tél : 322'22'90    mail:: ptsg@wordlcom.ch*

*introduction a la discussion*

## **Les racines de notre raison d'être**

La fin des régimes socialistes autoritaires de l'Est a bouleversé l'ordre du monde. Elle a laissé le champ libre au capitalisme et aux théories néo-libérales qui, en glorifiant la toute puissance du marché ont déferlé sur le monde. Après l'euphorie qui a suivi la chute du mur de Berlin et les illusions envolées, le monde éberlué doit constater :

- Que la guerre froide n'a pas fait place à la paix, mais à des affrontements tribaux et nationalistes qui provoquent des drames et des misères insupportables ;
- Que ce n'est pas la justice et la coexistence pacifique qui ont remplacé la guerre froide, mais le désordre et une crise économique sans précédent ;
- Que le monde ne s'ouvre pas sur une nouvelle étape de progrès et d'espoir, mais à la fin des espérances, c'est le passé qui resurgit avec ses vieux démons : le racisme, la haine, le fanatisme, l'obscurantisme et l'intégrisme.
- Que l'on assiste à la naissance d'une nouvelle forme de fascisme qui se nourri du vide laissé par les espoirs perdus !

Ces réalités ont permis aux forces capitalistes d'imposer leur domination sur le monde, en particulier par une exploitation sans merci du tiers monde qui étouffe sous le poids de la dette et de la misère.

Au moment ou de toute part on proclame la mort de Marx et des idéaux du socialisme, nous devons réagir et prendre résolument le contre pied des idées dominantes. Il s'agit de poursuivre les luttes sociales qui sont les racines de notre raison d'être, mais aussi et simultanément travailler à forger une nouvelle identité en agissant de manière profondément et continuellement novatrice. Notre action doit s'enrichir des expériences accumulées au cours des années, par l'ensemble des forces progressistes. Une telle démarche implique un examen sans concession de notre propre histoire et des bases de notre action politique. La question centrale restant pour nous, celle des voies et des moyens du socialisme démocratique que nous voulons construire.

Notre ambition, notre projet politique ne se limite pas à gérer le mieux possible la société, à réformer l'économie, l'Etat, les structures sociales, à en corriger les effets négatifs, mais bien de transformer la société. Notre priorité, c'est l'être humain et son environnement, le sens et la qualité de sa vie, ses droits, sa citoyenneté, toutes ses possibilités d'épanouissement, les rapports sociaux de justice, de solidarité et d'égalité.

## **Théories libérales**

### **de la dérive au naufrage.**

les réalités du monde capitaliste :

- 500 millions d'êtres humains souffrent de mal nutrition et 280 000 en meurent chaque semaine, alors que 350 millions de tonnes de céréales restent stockées dans les pays riches !
- 200 000 millions d'enfants sont forcés au travail dans les pires conditions.
- L'espérance de vie en Afrique est de 49,7 ans et de 56,6 ans dans le tiers monde contre 73 ans dans les pays riches. La mortalité infantine dans ces mêmes régions est respectivement de 114 / 91 et 17 pour mille.
- Le service de la dette représente 44% des exportations des pays d'Amérique latine, tandis que les despotes de ces pays, ont fait s'évader des centaines de milliards de dollars vers les USA depuis 1980
- Dans notre pays, 400 000 personnes vivent en dessous de ce qu'on appelle le seuil de pauvreté. Elles sont 2,5 millions en France, 30 millions aux USA, 44 millions pour les pays de la communauté européenne.

Jamais encore dans l'histoire de l'humanité, l'écart n'aura été aussi grand entre les fantastiques moyens offerts par les progrès de la science et des techniques, pour satisfaire les besoins des populations et la misère qui frappe un nombre grandissant d'êtres humains. 80% des ressources de la planète sont contrôlées par 20% de la population. 25 millions d'êtres humains meurent chaque année de malnutrition et de faim. Le modèle capitaliste de croissance, conduit notre planète à sa destruction et coûte au Tiers Monde un Hiroshima par jour !.

Le dynamisme aveugle du capitalisme, creuse encore le fossé qui sépare les peuples du tiers monde et les autres. L'avenir de l'humanité dépendra en grande partie de la capacité des pays industrialisés, à écouter les paroles venues du tiers monde, et à accorder enfin, aux jeunes Etats et à leurs peuples, la liberté et les moyens de choisir en toute indépendance leurs propres critères de développement et une réelle possibilité de se libérer de leur dépendance économique. Des liens étroits unissent l'histoire des hommes et l'équilibre écologique dont dépend la survie même de la planète. Ces liens posent avec force la nécessité d'une utilisation plus rationnelle et équilibrée des ressources naturelles, afin d'assurer à chacun la couverture de ses besoins fondamentaux.

### L'ampleur de la crise

L'ampleur de la première crise économique et politique du monde capitaliste, qui suit la chute du mur et la faillite du « communisme des casernes », remet en cause à l'échelle de la planète l'ensemble des dogmes et des théories du libéralisme avancées depuis dix ans au nom de la modernité : Marché, ouverture, mobilité, flexibilité, déréglementation, privatisation, démantèlement, compétitivité. Ces « valeurs » martelées avec force durant plus de dix ans par une campagne médiatique universelle sans précédent, subissent de plein fouet le choc de la confrontation avec les réalités de la crise actuelle.

La politique appliquée partout avec zèle, au nom de la modernité, conduit au naufrage des théories du libéralisme économique. La crise actuelle, remet en cause la déréglementation des flux financiers et le fanatisme monétaire. Les privatisations et le libre échange, donnent un nouveau coup de boutoir aux théories qui ont déferlé sur le monde. Un monde qui redoute désormais les vertus perdues des rapports entre les activités publiques et privées, et souffre de la lenteur des contrôles et du manque de transparence des marchés financiers.

### Les illusions perdues !

L'heure est à la recherche des illusions perdues, sensées incarner la prospérité, le marché et la politique ultra-libérale, sont en fait les plus grands destructeurs de richesses que le monde n'a jamais connus ! Le « miracle asiatique » et la flexibilité de ses techniques de production, ont conduit à la faillite les pays qui ont appliqué le plus docilement ces dogmes. Ces pays souvent cités en exemple de la « réussite » des vertus du marché, subissent de plein front les effets de la crise. Le Japon a perdu sa « prospérité » ; la Corée, la Malaisie et l'Indonésie ont, en une seule année, perdu entre 5 % et 15 % de leur produit national brut ; la Russie, renoue simultanément avec la famine, la pauvreté et le troc, et n'a d'autre espoir qu'une nouvelle aide alimentaire d'urgence pour faire face aux rigueurs de l'hiver.

« Les règles que nous pensions avoir comprises ne semblent plus s'appliquer », avoue cyniquement le Washington Post.

Rarement dans l'histoire le développement de l'humanité entière avait ainsi été conçu, à partir de postulats à ce point identiques et largement inspirés du modèle américain et incarné par la globalisation.

L'idéologie du nouvel ordre mondial, gomme les différences et les comportements. Dans ces conditions, l'économie russe était sensée évoluer selon les mêmes schémas. Avec la prospérité promise, tout le monde aurait dû ressembler à tout le monde. Une prospérité promise qui conduirait automatiquement à la démocratie libérale. Et la démocratie libérale transformerait les Russes, en membres enthousiastes de la communauté internationale. « Un peu comme les habitants du Wisconsin, mais avec un régime alimentaire plus riche en betteraves » pouvait-on lire dans le Herald Tribune. Auteur en 1997 de La Mondialisation heureuse, Alain Minc avait expliqué : « je ne sais pas si les marchés pensent juste, mais je sais qu'on ne peut pas penser contre les marchés. Je suis comme un paysan qui n'aime pas la grêle, mais qui vit avec. »

### Le culte du marché

Le nouveau culte du marché prétendait garantir partout la prospérité et la démocratie. Ceux qui commercent entre eux ne se font plus la guerre, répétait le président Clinton en guise de politique étrangère.

La lecture des rapports de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), ou du Fonds monétaire international (FMI), démontrent pourtant que, quel que soit le pays étudié, depuis quinze

ans les analyses ont été toujours les mêmes. L'écart des richesses ne s'est jamais autant creusé que durant cette période. Les rapports accablants publiés par l'ONU sur cette réalité n'ont rien changé, les théories libérales étaient appliquées à la lettre. Elle offrait aux actionnaires, c'est-à-dire aux plus riches, des portions toujours plus rentables des activités publiques privatisées.

Sous l'impulsion de la génération Clinton, les USA ont imposé l'ouverture des marchés aux marchandises et aux capitaux. Les experts US conseillèrent, la Russie dans l'adoption de « réformes ». La Bourse de Moscou avait progressé plus vite que toutes les places financières. Aujourd'hui, aucune ne se porte plus mal. Les réformes ont conduit la Russie à l'implosion et laisse sa population en proie aux mafias.

Le triomphe du capitalisme à l'échelon mondial avait créé dans un premier temps beaucoup d'illusions. La croyance que les marchés sont autorégulateurs, que le développement passe par les exportations, que la liberté des mouvements de capitaux optimise l'investissement. En réalité, les alliances internationales les Mégas Fusion ont conduit à l'extension des privatisations, au démantèlement social, à la paupérisation, au chômage de masse, elles ont de plus permis d'imposé le diktat des riches aux pays du Sud.

## Le rôle du FMI

Comment ne pas partager la colère des peuples des pays en voie de développement quand le directeur général du FMI, se réjouit publiquement que la crise frappant leurs pays, les contraindraient à accélérer le rythme des « réformes » qui les avaient ruinés ?

Comment ne pas comprendre le désarroi des Brésiliens qui face à la panique des investisseurs devant les «marchés émergents», voient leurs économies perdre davantage de capitaux en un mois (25 milliards de dollars) ,que ne lui en avait rapporté la plus grosse opération de privatisation de toute l'histoire de l'Amérique latine ?

Comment expliquer à ces peuples, que le monde de la mondialisation, qui devait être rationnel, efficient et transparent, se résume pour eux, tout à coup à une « injustice cruelle ».

Le FMI continue de dire, que ses recommandations étaient les bonnes, mais elles ont été mal appliquées ! Les capitaux ont fui les pays qui avaient mis en pratique les « réformes » imposées par l'Occident. Ces pays sont ruinés, mais c'est en Occident que ces capitaux se sont réfugiés. Au nom de la « course à la qualité», le maître a ainsi profité des sanctions que les marchés infligeaient à ses élèves les plus dociles. Cette injustice est sans doute provisoire. A terme, la contagion de la crise est inévitable.

Les pays de l'« Euroland » ne vendent en Russie que l'équivalent de 0,4 % de leur produit national brut, mais les banques européennes, ont englouti 48 milliards de dollars dans un pays qui a perdu le contrôle de sa monnaie.

Le FMI envisageait de réprimer dans sa charte, l'idée d'un contrôle des investissements étrangers, aujourd'hui que la fuite des capitaux alimente inmanquablement la faillite, il envisage d'y recourir ! L'expérience est en effet parlante. La Chine et l'Inde, qui avaient résisté aux sirènes de la libéralisation financière, tiennent le choc mieux que leurs voisins asiatiques. La logique des contrôles est presque imparable : si un pays relève ses taux d'intérêts dans l'espoir de freiner la création de monnaie, il provoque aussitôt un afflux de devises attirées par un rendement élevé ! Inversement, toute baisse des taux visant à prévenir une récession et à favoriser la création de monnaie, provoque la fuite des capitaux étrangers. L'idée de réglementer les flux financiers ne manque donc pas de pertinence, sauf, apparemment pour M. Blair, qui fait savoir que « la solution aux problèmes financiers du monde, ne réside pas dans des tentatives mal inspirées visant à contrôler le commerce et les marchés internationaux ».

## Redécouverte des vertus de l'Etat

Certains, même parmi les partisans les plus dogmatiques et les plus cyniques du libéralisme, redécouvrent les vertus de l'Etat quand il s'agit de protéger le capitalisme de ses pulsions autodestructrices, même le président Clinton (qui, dans son pays, a supprimé l'aide sociale aux pauvres) comprend qu' «une transition économique douloureuse entreprise sans un filet de protection social adéquat, peut sacrifier des vies au nom d'une théorie économique ».

Doit-on cependant s'illusionner, sur les éclairs de lucidité des classes dirigeantes désormais dépourvues de boussole et de modèle, le libéralisme est impuissant face à la tempête financière que l'application de ses théories a provoqué, après la dérive c'est le naufrage des idées

Comme le démontre la déclaration de l'ancien président de la banque centrale M. Wim Duisenberg :  
« Nous faisons ce que nous pouvons, mais il n'y a pas grand-chose que nous puissions faire. »

## Les effets de la mondialisation

La mondialisation de l'économie érode l'assiette fiscale des gouvernements. Elle sape en particulier leur capacité à taxer les produits de la spéculation financière, les bénéfices et les investissements des grandes entreprises. Les capitaux des pays développés sont en perpétuel mouvement autour de la planète, ce qui rend extrêmement difficiles, aussi bien la définition des bénéfices imposables que l'identification des Etats où ils peuvent être imposés.

Quant aux pays les moins développés, ils multiplient les faveurs fiscales, pour attirer à tout prix les investisseurs étrangers. L'érosion de l'assiette fiscale du capital augmente d'autant, les prélèvements sur le travail.

Au sein de l'Union européenne, la part provenant de l'imposition des revenus du capital et des indépendants à baisser de 50 % en 1980 à seulement 35 % en 1994 par rapport à la masse imposable. Les revenus fiscaux des salaires augmentaient de 35 % à 40 % au cours de la même période. Aux Etats-Unis, l'impôt sur les sociétés ne représente que 17 % des rentrées fiscales de l'Etat fédéral en 1990, contre 27 % en 1965. Dans notre pays on observe le même basculement de la fiscalité, de la taxation du capital, vers celle du travail. Une tendance encore renforcée avec la proposition du Conseil fédéral soutenue par tout les partis sauf le PDT et le PS, d'alléger une nouvelle fois les droits de timbre sur les transactions boursières. Une proposition qui fera perdre 500 millions de recettes fiscales par années, et qui sera de plus, munie de la clause d'urgence pour empêcher toute tentative de référendum.

### **Mobilité du capital**

Des trois facteurs de production - travail, capital et propriété foncière, c'est le capital qui est le plus mobile, et la propriété foncière qui l'est le moins, le travail se situant quelque part entre les deux, mais plutôt du côté foncier, exception faite de quelques individus richissimes. Le travail, attaché à son territoire d'origine, est « inélastique » et facilement taxable, le capital financier, mais aussi de plus en plus le capital physique, sont de plus en plus « élastique ». Les lois sur l'immigration limitent la mobilité du travail, mais pas les mouvements de capitaux.

L'autre difficulté pour assurer les recettes fiscales nécessaires aux collectivités publiques, c'est le développement des « économies souterraines ». Les grandes entreprises jouent alors sur les deux tableaux : elles échappent au fisc, tout en bénéficiant d'un environnement (infrastructures, formations, etc.) financé par les impôts des autres contribuables.

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) prend allègrement son parti de cette réalité : « En raison de la mobilité internationale accrue des investissements fixes et des investissements financiers, il peut se révéler nécessaire d'alléger la taxation des revenus du capital ». Ainsi, la majeure partie de la charge de l'impôt retombera sur le travail, qui est le facteur le moins mobile. La mondialisation menace une autre source de revenus fiscaux des Etats : la TVA. La révolution technologique a donné naissance, avec le cyberspace, à un territoire commercial qui ne relève d'aucun gouvernement et qui échappe donc actuellement à toute taxation. Quand un consommateur néerlandais achète un logiciel dans une boutique, il paie la TVA. Mais, quand il achète le même logiciel sur Internet et le télécharge, quel taux appliquer ? Celui de l'endroit où a été acheté le logiciel ou celui de l'endroit d'où il provient ? Et comment les gouvernements peuvent-ils suivre à la trace ces transactions, alors que, comme l'écrit *The Economist*, « Internet ne fait pas qu'éliminer les frontières des Etats, il efface aussi l'identité des entreprises et des individus qui y font du commerce ». Et l'on peut ajouter qu'il permet l'évasion fiscale puisque le Conseil fédéral en réponse à une motion déposée par le PDT aux Chambres fédérales, refuse toute idée d'intervention pour imposer les prestations offertes par le commerce électronique dans le domaine des prestations de services, d'échanges de données, de services financiers, d'échanges du commerciaux et de services.

### **Les divisions favorisent les grandes sociétés**

Il existe de forts clivages entre pays du tiers-monde et pays industrialisés, entre défenseurs d'une écotaxe et partisans de l'imposition du travail, entre ceux qui veulent redistribuer les richesses entre pays riches et pauvres, et ceux qui privilégient la défense des titulaires de faibles revenus dans les pays développés. Ces divisions favorisent les grandes sociétés transnationales et les puissances financières, évidemment hostiles en bloc à tout système de taxation globale. Malgré ces obstacles, il existe suffisamment de convergences d'intérêts entre les groupes qui bénéficieraient de tels systèmes pour mettre en avant quelques propositions concrètes. Ainsi, en 1978, le Prix Nobel d'économie américain James Tobin proposa une taxe sur les profits réalisés lors des transactions au comptant (spot) sur les marchés des changes, en réponse aux problèmes des marchés financiers de la fin des années 70 : instabilité monétaire après l'effondrement du système de Bretton Woods, choc pétrolier, effondrement du dollar, spéculation intense sur les autres monnaies et sur l'or, démarrage difficile du nouveau système de taux de change

flottants. La proposition de James Tobin visait par conséquent à encourager la stabilité financière en faisant payer un prix à la spéculation.

Une réponse à la domination de la spéculation : La taxe Tobin

James Tobin tirait son inspiration de l'un des plus grands penseurs de l'Etat moderne du XXe siècle, John Maynard Keynes, qui, un demi-siècle avant l'apparition de l'ordinateur personnel, des technologies de l'information et des satellites de communication, écrivait avec une étonnante prescience : « **Au fur et à mesure que se perfectionne l'organisation des marchés d'investissement, le risque augmente de la domination de la spéculation. Les spéculateurs ne sont sans doute pas dangereux en tant que bulles sur un courant régulier d'activité de l'entreprise. Mais, la situation devient grave si l'entreprise devient une bulle sur le tourbillon de la spéculation.** » Dans ce qui est maintenant devenu une métaphore popularisée par James Tobin, il parlait de «jeter un peu de sable dans les rouages bien huilés» de la spéculation financière. Initialement, James Tobin proposait d'introduire simultanément dans tous les pays une taxe uniforme de 1 % sur toutes les transactions portant sur les devises, afin d'empêcher les établissements financiers de déplacer leurs opérations de change dans des places offshore. Une telle taxe devait permettre aux banques centrales de reconquérir une certaine dose d'autonomie monétaire face aux marchés financiers privés. Beaucoup de gouvernements imposent les ventes de titres (actions et obligations) afin de contenir la spéculation sur ces marchés. Aucun d'entre eux, cependant, ne taxe les masses de capitaux engagés dans les transactions sur les devises. L'expérience de la taxation des titres montre que les transactions ne se déplacent pas offshore : elles sont liées à un site et aux facilités d'informations et de contacts personnels qu'il offre. Il n'en irait pas de même pour la taxation de la spéculation sur les marchés des changes, qui ne nécessite pas ce type de rapprochement physique. 720 milliards de dollars par an, JAMES TOBIN ne pouvait pas prévoir l'explosion du volume de ces transactions sur les monnaies : d'environ 150 milliards de dollars par jour en 1985, il a dépassé les 1 000 milliards de dollars par jour - certains parlent de 1 500, voire 1 800 milliards

Des évaluations ont été effectuées par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), à la fois sur le rendement de la taxe Tobin et sur la manière dont elle pourrait être utilisée. En tablant sur 1 000 milliards de dollars par jour imposés à 1 %, la Cnuced arrive à des recettes de 720 milliards de dollars par an, somme colossale, compte tenu de la faiblesse du taux d'imposition. A titre d'hypothèse de travail, elle propose de couper la poire en deux : 360 milliards pour les gouvernements qui collectent la taxe et 360 milliards versés à un fonds de redistribution des pays riches vers les pays pauvres.

La taxe Tobin s'adresse aux pays riches, où se réalise l'essentiel des transactions sur des marchés des changes fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Le tiers-monde, dans ses diverses composantes, serait surtout un bénéficiaire de cette taxe, sans être un acteur de sa mise en œuvre. Une telle taxe est donc parfaitement adaptée à notre pays. Son introduction doit avec la mise en place de l'imposition du capital, et des investissements directs à l'étranger (IDE) être considérée comme une tâche prioritaire des forces de progrès.

Si, l'on continue de négliger dans le cadre de la perception fiscale, les richesses absorbées par les transactions financières et que les investissements directs sont négligés, alors il n'est pas étonnant que les chambres fédérales continuent de faire des cadeaux aux riches et ne trouvent pas d'autre solution que des taxes sur les jeux pour financer les activités de l'Etat social. Ce risque Keynes l'avait défini dans les années 30, lorsqu'il écrivait qu' « **il n'y a pas grand-chose à attendre de bon d'une situation (...) où le développement d'un pays devient le sous-produit des activités d'un casino** ».

## **Marxisme :**

### **Des déviations catastrophiques**

Pour répondre aux fantastiques enjeux de notre époque, il faut ouvrir de nouvelles perspectives. Nous savons que l'application de certaines théories de Marx ont conduit à des déviations dogmatiques catastrophiques. Elles doivent être définitivement rejetées, mais la critique du capitalisme de Marx et ses instruments d'analyse gardent toute leur fécondité. Il nous faut développer de nouvelles stratégies prenant en compte de manière critique les multiples courants de pensées, l'histoire et les acquis du mouvement pour le socialisme. Les objectifs du marxisme sont d'abolir l'exploitation des hommes et les rapports de domination. Ses buts ne sont ni d'interdire, ni de réprimer mais bien de construire et d'accomplir.

« Les faiseurs d'opinions » récrivent l'histoire de ce qu'ils appellent « la révolution russe du 19 août 1991 » pour enterrer pêle-mêle la perestroïka de Gorbatchev, la doctrine de Brejnev sur la « souveraineté limitée » la terreur stalinienne mais aussi Lénine, la Révolution d'octobre, Karl Marx, et, en bloc le socialisme. Au moyen d'une mobilisation médiatique sans précédent, les maîtres du chaos actuel, cherchent à faire passer pour une évidence que la seule issue, pour échapper au Goulag, est de retourner dans la jungle.

Ces amalgames sont inacceptable. C'est une fois encore oublier le passé car, l'histoire du socialisme et du marxisme n'a pas commencé ainsi, c'est l'anarchie industrielle, commerciale et les inégalités, les exploitations et les violences qui en ont toujours résulté qui ont donné naissance au socialisme, ensuite et surtout parce que le « Manifeste communiste » de Karl Marx et Friedrich Engels, s'inscrit en fait dans un vaste mouvement pour le socialisme

Que dire de l'évolution historique du mouvement ouvrier, du socialisme, des révolutions et des contre révolution qui ont façonné le monde actuel. Que reste-t-il de l'impact du Manifeste, du Marxisme, de la théorie révolutionnaire ? Au-delà de l'analyse nécessaire des événements historiques qui ont conduit à la fin de l'expérience du socialisme des casernes, il vaut la peine de réfléchir sur les causes théoriques de l'ascension puis de l'échec des idées qu'il contient, d'en faire une relecture critique et d'esquisser les trajectoires possibles de notre propre avenir

### Le manifeste communiste toujours d'actualité !

Comme le précisent ses auteurs dans la préface de l'édition de 1872, « c'est le congrès de la ligue des communistes tenu à Londres en 1847 qui est à l'origine du Manifeste. Il a chargé Karl Marx et Friedrich Engels de rédiger un programme théorique et pratique détaillé du Parti. »

Dans la préface de l'édition de 1872, Karl Marx et Friedrich Engels ont apporté les précisions suivantes : « *Bien que les conditions aient beaucoup changé dans ces vingt-cinq dernières années, les principes généraux du Manifeste ont, encore aujourd'hui (en 1872 !) toute leur exactitude. Certaines parties devraient être retouchées. Le Manifeste explique lui-même que l'application de ces principes, dépendra partout et toujours des circonstances historiques existantes, et que, par la suite, il ne faut pas attribuer trop d'importance aux mesures révolutionnaires énumérées à la fin du chapitre II. Ce passage serait rédigé tout autrement aujourd'hui en plus d'un point. Etant donné le développement colossal de la grande industrie dans ces vingt-cinq dernières années et l'organisation de la classe ouvrière en parti, qui s'est développée parallèlement ; étant donné l'expérience de la révolution de février, et plus encore la Commune de Paris qui donna pour la première fois au prolétariat pendant deux mois la puissance politique, ce programme est aujourd'hui vieilli sur certains points. La Commune de Paris, a démontré que la « classe ouvrière ne peut pas simplement s'emparer de la machine d'Etat et la mettre en route pour ses propres fins »*

Les auteurs du manifeste poursuivent dans cette même préface en précisant « *il est évident que la critique de la littérature socialiste est incomplète puisqu'elle s'arrête en 1847. Et de même, si les remarques sur la position des communistes à l'égard des différents partis d'opposition (chapitre IV) sont exactes aujourd'hui encore dans leurs traits généraux, elles sont vieilles sur les points de détails, parce que la situation politique est complètement changée et que l'évolution historique a fait disparaître la plupart des partis qui y sont énumérés. Cependant, le Manifeste est un document historique que nous ne nous arrogeons plus le droit de modifier.* »

Si les auteurs du Manifeste ont estimé eux-mêmes qu'entre 1847 et 1872 les choses avaient énormément changé, que dire alors à l'aube de l'an 2000 avec l'ampleur des changements intervenus depuis, qui transformé le monde dans tous les domaines. Que dire aussi, de l'évolution historique du mouvement ouvrier, du socialisme, des révolutions et des contres révolutions qui ont façonné le monde actuel. Quel est donc aujourd'hui l'impact du Manifeste, du Marxisme, de la théorie révolutionnaire ?

- Ce n'est pas Marx qui a le premier dénoncé le Capital. Babeuf en 1791, dénonçait la loi Le Chapelier qui interdit pendant trois quart de siècle la formation de syndicats ouvriers, comme « **la loi barbare dictée par le Capital** »
- Ce n'est pas Marx qui a inventé la lutte des classes. En 1833 Marx avait 15 ans quand Pierre Leroux qui fut saint Simonien, écrivait « **La lutte actuelle des prolétaires contre la bourgeoisie est la lutte de ceux qui ne possèdent pas les instruments de production contre ceux qui les possèdent.** »
- Ce n'est pas Marx qui a démystifié le premier les mensonges de la liberté. Le Père Lacordaire écrivait en 1838 : « **entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère** »

Au lendemain du deuxième écrasement du socialisme celui de la Commune de Paris, Auguste Blanqui disait : « **On reproche au communisme d'être le sacrifice de l'individu et la négation de la liberté. Et**

**au nom de qui cette arrogante supposition ? Au nom de l'individualisme qui, depuis des milliers d'années, assassine en permanence et la liberté et l'individu. Combien sont-ils, dans notre espèce, les individus dont il n'a pas fait des ilotes et des victimes ? Un sur dix mille peut-être ? Dix mille martyrs pour un bourreau ! Dix milles esclaves pour un tyran ! et l'on plaide pour la liberté ! Je comprends : quelque sinistre escobarderie embusquée derrière une définition. L'oligarchie ne s'intitule-t-elle Pas démocratie, le parjure honnêteté, l'évergorgement modération ? »**

Le Socialisme est né au 19<sup>è</sup>m siècle. Dans toutes les sociétés où les hiérarchies du sang ont été remplacées par les hiérarchies de l'argent, l'économie de marché devient le seul régulateur des rapports humains, la société est progressivement réduite à un rôle de marché, l'homme à une marchandise et la culture à une publicité.

De cette réalité naquit l'idée d'un autre régulateur économique et social : le plan destiné selon Marx, « **à donner à chacun tous les moyens économiques, politiques et culturels de développer pleinement toutes les possibilités humaines qui sont en lui, afin que chaque enfant qui porte en lui le génie de Mozart puisse devenir Mozart.** »

Telle était la définition du socialisme. La socialisation des instruments de production n'en est donc qu'un des moyens pour réaliser cet objectif. Pour atteindre ce critère non économique : il s'agit de faire de l'économie un moyen pour atteindre cette fin et, pour cela, rompre avec la logique du marché, qui est au principe de toute aliénation du travail et de l'homme.

Ne pas réduire le mouvement de l'histoire à celui de l'économie

Marx ne réduisait pas le mouvement de l'histoire à celui de l'économie, qui en est, avec le capitalisme, devenu le moteur. Le déterminisme selon lequel l'avenir est le prolongement du passé, ne peut fonder qu'une doctrine conservatrice. Le dépassement des contradictions du capitalisme exige en effet de rompre avec le déterminisme aliéné et aliénant de l'économie libérale. Cela implique qu'une révolution a plus besoin de transcendance que de déterminisme.

Toutes les perversions des faux héritiers de Marx ont commencé avec un contresens sur la définition même du socialisme « scientifique ». Le terme Scientifique a été pris au sens positivisme, c'est-à-dire de cette prétention à atteindre à une vérité définitive en réduisant la connaissance, y compris celle de l'homme, de son histoire et de ses créations, à celle de faits et de lois et à tirer de là une morale politique. C'est oublier que la science et la technique nous fournissent des moyens, non des fins. Que le socialisme ne peut être scientifique que dans ses moyens !

Marx n'oppose pas le socialisme scientifique à l'utopie. Il montre comment l'utopie de « **l'homme total** » trouve au milieu du XIX<sup>è</sup>m siècle, la force historique, la classe ouvrière capable de passer de l'utopie au mouvement réel. En face de l'économie de marché, de la concurrence isolant les hommes, elle permettra de créer, « **selon un plan conscient** », une société où « **le libre épanouissement de chacun est la condition de libre épanouissement de tous** » Nous voilà déjà au cœur même du Manifeste communiste.

Marx a énoncé tous les thèmes majeurs du socialisme avant même d'aborder la moindre analyse scientifique de l'économie. Il est socialiste par un choix moral « **l'impératif catégorique de bouleverser tous les rapports où l'homme est un être dégradé, asservi, abandonné méprisable C'est dans cet esprit qu'il définira « la mission historique du prolétariat « la reconquête totale de l'homme** »

Marx en définit de la manière suivante les buts et les foins : « **Le communisme, abolition de la propriété privée des moyens de production qui est aliénation de l'homme, est, par-là même, appropriation réelle de l'essence humaine par l'homme et pour l'homme. Il est en reconquête de l'homme, complète, consciente et ne renonçant à rien de toute la richesse acquise par le développement antérieur de l'homme social, c'est-à-dire de l'homme humain. L'homme s'approprie son être universel, d'une façon universelle, donc en tant qu'homme total** » Manuscrit de 1844 (« le travail aliéné »)

C'est dans cette trajectoire là, mettant au centre des préoccupations l'homme et non en fondant son émancipation sur la seule gestion des moyens de production qu'il faut comprendre la signification du Manifeste. Réduire la signification du Manifeste à des objectifs économiques et de pouvoir c'est admettre la transformation de l'homme en travailleur et a sa négation en tant qu'être de désirs et de vie. C'est aussi trahir et réduire la portée du Manifeste.

La première perversion à été de confondre socialisation avec étatisation

Il est aujourd'hui utile de relire certains passages du manifeste pour comprendre à quel point ce projet et les idéaux dont il est porteur ont été trahis par ceux là même qui en furent les disciples dogmatiques. La

première perversion à été de confondre socialisation avec étatisation. Pourtant Marx se moquait déjà de ceux qui définissaient le socialisme par les nationalisations. **« Bismark, disait-il serait le plus grand socialiste de l'Europe pour avoir nationalisé les postes ! »**

Le plan au lieu de devenir un instrument d'humanisation devint une institution hiérarchisée de manière militaire, sans participation de la base, où technocrates, bureaucrates et membre de l'appareil du Parti détenaient tous les pouvoirs et décidaient au nom des travailleurs. Cette conception du rôle de l'Etat est en totale contradiction avec les idées de Marx.

Les idées de base du Manifeste gardent leur actualité tant en ce qui concerne la position des communistes par rapport à l'ensemble des « prolétaires » que des autres partis politiques ou mouvements sociaux : **« Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent du prolétariat en général. Ils ne proclament pas de principes sectaires sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. »**

D'autre part le texte du Manifeste démontre clairement la volonté des communistes de tenir compte des réalités de la société et de son évolution : Est-il besoin d'un esprit bien profond pour comprendre que les conceptions, les notions et les vues, en un mot la conscience de l'homme, changent avec tout changement survenu dans les relations sociales, dans son existence sociale ?

**« Il n'y a plus de vérités éternelles. Telles que la liberté, la justice, etc. qui sont communes à toutes les conditions sociales. Or, le communisme abolit les vérités éternelles, il abolit la religion et la morale au lieu de les constituer sur une nouvelle base, ce qui est contradictoire à tout le développement historique antérieur. »**

Ce qui est mort avec la fin de l'Union Soviétique et du socialisme des casernes, ce n'est pas le marxisme, ni le projet du Manifeste, mais sa tragique caricature. Au contraire, à la lumière de la situation actuelle l'actualité du projet politique contenu dans le Manifeste peut se vérifier avec éclat. Sa thèse majeure étant que le capitalisme crée des richesses, mais qu'en même temps, il crée la misère par les inégalités qu'il engendre nécessairement.

## **RENOUVEAU DU SOCIALISME !**

Face à la rapidité et à l'ampleur de l'effondrement des régimes de l'Est, l'idée dominante largement propagée, est que l'on a assisté à la fin du communisme, la mort d'une utopie! La démonstration serait ainsi faite: l'espoir d'une société socialiste plus juste plus solidaire serait définitivement mort. L'avenir appartiendrait aux seules vertus du marché et de la libre entreprise. Pour parler clairement au capitalisme! C'est oublier, d'abord que ces pays n'avaient de communiste que l'étiquette. Que le rejet est celui du socialisme autoritaire où la dictature du prolétariat est devenue la dictature d'un parti, où les organisations sociales et syndicales ont été réduites à un rôle de courroie de transmission. Un socialisme autoritaire qui a conduit à des sociétés bureaucratiques avec des responsables discrédités et souvent corrompus qui en dogmatisant le marxisme, ont non seulement conduit leur pays sans un cul de sac économique, politique, social et moral, mais aussi discrédité l'image même du socialisme en tournant le dos à ses fondements même qui sont: la démocratie, la participation active et responsable des masses à la gestion de la société. C'est oublier, ensuite que si c'est certainement la fin d'une idéologie liée au communisme des casernes, il s'agit en fait de la fin du socialisme sous sa forme la plus perverse, l'antithèse même du socialisme : l'autoritarisme. Mais cela ne signifie hélas pas la fin de l'autoritarisme, celui-ci peut très bien être remplacé par un autoritarisme fasciste ou capitaliste. C'est là précisément, que se situe la lutte entre les forces du progrès, dont les partis communistes et socialistes rénovés et les forces qui veulent maintenir, développer ou restaurer le capitalisme.

Vive donc la fin du socialisme autoritaire des anciens régimes de l'Est européen, dans la mesure où elle permet de faire table rase des déviations dogmatiques du socialisme, celles du grand soir, celle de la condamnation des voies nationales au socialisme, celles du prêt à porter du socialisme, du modèle imposé aux peuples. Elles n'ont fait que servir de promotion et de justification intellectuelle au capitalisme de la séduction et à la société de consommation.

Mais les solutions ne résident, ni dans le rejet d'une théorie qui n'a été utilisée que sous la forme de sa déviation dogmatique. Le but du marxisme n'est pas d'abolir ou d'interdire, mais bien de construire et d'accomplir..

La chute du mur, la fin des interdits doit être synonyme d'une véritable explosion de l'imaginaire. Une situation créatrice et des conditions favorables à un profond renouveau du socialisme authentique.

Un renouveau d'autant plus nécessaire que le triomphe tant vanté du capitalisme et du libéralisme dresse de nouveaux murs, des murs d'inégalités entre les régions, les peuples et les hommes, et ce dans tous les domaines de la vie. Son dynamisme se construit avant tout sur le pillage du tiers monde et des ressources naturelles de notre planète.

Le rejet du dogmatisme, du socialisme autoritaire, du parti tout puissant et celle d'une société dont le profit est le seul moteur et régulateur, qu'elle qu'en soient les conséquences pour l'homme et la nature doit s'accompagner d'une nécessaire critique du réformisme, qui ne fait que gérer le développement de la société vers le meilleur « capitalisme possible » sans ouvrir de réelles perspectives pour les peuples.

## Notre identité

Que veut le Parti du Travail? En tous les cas, nous ne nous contentons pas de gérer la société comme simple force d'appoint à la social-démocratie, mais nous avons l'objectif et l'ambition de la transformer. Cette volonté de changement, cet internationalisme nous identifie au mouvement révolutionnaire et nous distingue radicalement de la sociale démocratie. Pour autant, notre but n'est pas de dresser la population contre les Socialistes. Notre adversaire reste la bourgeoisie et les pouvoirs financiers. Pas question de ressortir des oubliettes de l'histoire les slogans dépassés de socio-traîtres. Si nous savons qu'avec eux, nous pouvons faire un bout de chemin, nous ne perdons pas de vue que notre objectif, à nous reste la transformation de la société.

Notre ambition est de mettre en place les bases qui permettront un tel changement. Pour cela, nous devons pouvoir nous appuyer sur la population, lui montrer concrètement les problèmes qui ne trouvent pas de solutions dans le cadre d'une politique qui se limite à la gestion des affaires publiques et à une collaboration de classes. L'espoir de solutions réside dans une alternative politique.

## La crise n'est pas fatale

Nous ne croyons pas à la fatalité, il faut au contraire davantage de lucidité, moins de résignation et intensifier les luttes. Nous entendons non seulement poursuivre et intensifier nos luttes traditionnelles pour les améliorations sociales, mais aussi et surtout, pour offrir une véritable alternative, pour forger un autre avenir pour notre jeunesse.

Dans ce processus, le parti n'est pour nous pas une fin en soi, mais un instrument de réflexion, d'action au service du peuple pour rassembler dans la lutte politique, au service de tous ceux qui sont animés par la volonté de transformer démocratiquement la société.

Il n'y a pas de socialisme sans démocratie, il n'y a pas de développement de la démocratie sans participation active du peuple. Notre conception du socialisme est autogestionnaire les gens contrôlent le pouvoir et participent aux décisions. L'Etat socialiste que nous voulons, sera un Etat de droit, respectant le pluralisme politique et syndical.

L'objectif est plus que jamais, de donner toute sa signification aux valeurs de la démocratie, de la solidarité, de la paix, de la justice et du progrès social: les valeurs du socialisme démocratique que nous voulons construire.

L'avenir sera ce que les hommes et les femmes en feront !

Car, comme le disait Bertold Brecht :

**« il faut changer le monde et changer le monde changé. »**

## **LA GAUCHE PLURIELLE**

Le débat sur l'identité, les objectifs et la stratégie politique ont toujours été vivant au sein de la gauche. Depuis le déchirement du congrès de Tour et la création des Partis communistes, les événements se sont bousculés et ont transformé radicalement le paysage politique de la gauche.

L'arrivée des partis écologiques, la perte de pouvoir des partis communistes de « l'est » européen, la globalisation avec son corollaire les privatisations, le démantèlement social et le sabotage des services publics, l'apparition du chômage de masse, la nouvelle pauvreté dans les sociétés dites développées, le fossé qui grandit chaque jour plus rapidement au détriment du tiers monde, le passage d'un monde bipolaire à celui de la domination mondiale de l'impérialisme américain sont les éléments les plus visibles de ces mutations.

Avec ces réalités le débat au sein des forces qui compose la gauche et les verts a pris une nouvelle dimension mais, sur le fond les divergences qui ont toujours séparé les partis sociaux démocrates et communistes demeurent. La gauche plurielle continue d'être composée de sociaux-démocrates dont

l'objectif est de prendre le pouvoir politique pour mieux gérer l'Etat et de la gauche communiste dont l'ambition demeure la transformation de la société, dans certains cas les verts ont rejoint la gauche plurielle en vue de constituer de nouvelles majorités politiques.

En Europe, au contraire des communistes, la Social-démocratie a conquis le pouvoir à de multiples reprises et dans des conditions géographiques et politiques très différentes. A caractéristique de la démarche des socialistes au pouvoir est de n'avoir jamais et nulle part construit ou même jeté les bases d'une société socialiste.

Aujourd'hui, en Europe, la social-démocratie est au pouvoir dans 14 pays sur les 15 qui composent l'Europe du marché commun.

Bientôt ce sera pour les quinze pays de l'EU, avec l'Espagne, qui va probablement aussi basculer à gauche. Or, même avec une carte politique Européenne composée de pays à majorité socialiste, chacun sait non seulement que les problèmes ne sont pas résolus mais de plus est conscient que ce les PS au pouvoir qui vont appliquer les recettes du libéralisme voulu par la droite. On est donc légitimement en droit de se poser la question de savoir ce qui va changer pour les peuples, pour les travailleurs?

**De la sociale démocratie au social- libéralisme ou la démocratie de marché !**

Nous savons ce que sont les sociaux-démocrates. Nous savons d'abord ce que ce qui caractérise la démarche des socialistes au pouvoir est de n'avoir jamais, et nulle part, tenté de jeter les bases d'une société socialiste ou construit le Socialisme. Pour autant, ils ne sont pas nos adversaires au même titre que les bourgeois. Sur un certain nombre de dossiers, nous pouvons et nous devons travailler avec eux, dans le but de conquérir des avancées dans le domaine social.

Mais nous ne devons pas perdre de vue que les projets politiques sont trop souvent des avancées destinées, à conquérir des positions dans les exécutifs, quitte ensuite de gérer la société pour le compte de la droite.

En France, par exemple, c'est le gouvernement socialiste de F. Mitterrand qui a liquidé l'Usine Talbot et a fait intervenir dans ce but les forces de police contre les ouvriers en lutte pour le maintien de leur outil de production et des places de travail. C'est encore le gouvernement socialiste de F. Mitterrand qui a poursuivi les interventions militaires et empêcher toute une série d'avancées sociales, alors qu'il était au pouvoir. De tels comportements ont déçu, car l'espoir dans le programme commun était né avant tout de voir enfin la gauche gérer la société sur des valeurs différentes.

En France le programme commun était l'espoir du changement pour des millions de militants et électeurs qui ont donné leur confiance à la gauche et, c'est cet espoir qui a été trompé. Pas seulement, parce que les Socialistes ont géré la société selon les règles de l'économie, mais surtout parce que, sur des points stratégiques et sensibles essentiels, ils ont conduit la même politique que la droite. Ils sont allés bombarder le Liban ; ils ont mené la guerre au Tchad ; ils ont appuyé l'opération tempête du désert des Américains contre l'Irak. ... Sur ces points, l'idéal de gauche a été trahi, car ce n'est pour cette politique que les électeurs avaient fait leurs choix.

Les nouvelles théories du social-libéralisme ou de la démocratie de marché s'appuient sur la conception d'un homme nouveau : l'expert!

En fait c'est en partant de l'idée qu'il suffit de posséder le savoir et des instruments analytiques performants, tels que les sciences sociales pour résoudre les problèmes concrets que rencontre nos sociétés, de manière objective, non biaisée par des considérations idéologiques que l'on peut élaborer un nouveau modèle. Celui de l'intellectuel éclairé par la connaissance des dossiers et donc libéré de l'abstraction. De l'intellectuel autonome on glisse vers l'intellectuel expert.

Ce label garantit au nom de la science une légitimité. Il permet aussi d'instrumentaliser cette dernière comme ressource politique. Et de cette manière, de disqualifier les revendications des adversaires : Intellectuels critiques, syndicalistes, acteurs engagés dans des mouvements sociaux qui sont réduit à des prises de positions idéologiques. Au nom de la science, économique notamment, les projets politiques portés par ces spécialistes qui se perçoivent souvent comme de gauche, s'inscrivent dans l'ordre des choses. Ce nouveau pragmatisme fondé sur la responsabilité réduit le débat public, renvoie les opposants à l'idéalisme, à l'angélisme et les désignent comme allant contre le sens de l'histoire.

Certains n'hésitent pas à proclamer le social libéralisme comme étant l'horizon indépassable pour nos sociétés. M. Blair s'en réclame en Grande Bretagne d'autre lui emboîte le pas. Ainsi la démocratie de marché peut apparaître comme la fin de l'histoire !

**L'identité de la gauche plurielle**

Le débat sur l'identité de la gauche est à l'ordre du jour dans de nombreux pays. En Italie Fausto Bertinotti a publié un ouvrage, intitulé « Les deux gauches », dans lequel il oppose la gauche réformatrice à la gauche révolutionnaire. Au cours des dernières semaines il a conduit avec son groupe politique au parlement Italien, une lutte sans compromis face à la politique conduite par le centre gauche. L'attitude critique de Rifondazione comunista, son refus de tout compromis avec le centre gauche sur des questions de principe a permis aux tenants du compromis et des compromissions l'accusation de faire le jeu de la droite. Après quelques semaines de crise. La réalité démontre le ridicule de ces accusations. La droite de Berlusconi manifeste dans la rue pour mieux faire comprendre aux Italiens que Forza Italia est le grand perdant de l'attitude sans compromis de Rifondazione, alors que l'Italie est dotée d'un gouvernement plus à gauche que l'ancien !

En France, le PCF participe au gouvernement au sein d'une gauche plurielle, composée des verts, qui ont sur certains sujets des positions très radicales de contestation, et d'autres mouvements qui contestent l'ordre établi, pour autant appeler au changement de société, à l'instar des féministes, des mouvements de défense des chômeurs etc.

Face à ces réalités, nous devons ouvrir le débat au sein de la gauche plurielle, sur son identité et sur le programme conduit par chacune de ses composantes. Quelle gauche représente le PST au sein de la gauche plurielle ? Comment allons-nous pouvoir participer ensemble à la gestion des affaires publiques avec les autres forces de cette gauche. Dans notre pays nous vivons concrètement sur le plan national et cantonal, des difficultés pour faire respecter aux socialistes élus les programmes sur la base desquels les électeurs de la gauche plurielle ont fait leur choix. Nous sommes différents des sociaux démocrates et, en même temps, travaillons avec eux à la transformation sociale que nous avons l'ambition de mettre en route

Il en est de même des Ecologistes : ils posent des problèmes que nous avons aussi soulevés : ceux relatifs à l'avenir de la planète, de l'utilisation des ressources et des ressources humaines, desservies aux pays riches en faisant mourir les pauvres. Ce n'est pas parce que les Ecologistes ne veulent pas changer en profondeur notre société que nous n'entendons pas poursuivre un certain parcours avec eux. Ils font partie de cette gauche plurielle, en mouvement, avec laquelle nous entendons faire changer les choses.

#### Au niveau national

Au niveau national notre objectif était de former un groupe aux chambres fédérales. Ce qui nécessite la présence au minimum de 5 élus. Ces dernières années ce chiffre avait été atteint, malheureusement les élus de la gauche alternative ont tous changé de camp une fois élus soit au PS soit chez les verts ! Ce qui a empêché la formation d'un groupe à la gauche du PS. Au cours de la présente législature en plus des trois sièges obtenus sur des listes du PST, il ne restait qu'une seule élue sur une liste libre et d'alliance verte à Berne. Il était donc nécessaire de trouver un autre élu pour former un groupe à la gauche du PS. Malgré de multiples démarches entreprises par Christian Grobet et Jean Spielmann aucune solution n'a pu être trouvée. Cette réalité a empêché la formation d'un groupe à la gauche du PS. Des démarches ont ensuite été entreprises en priorité avec les verts, conformément à la décision du PST pour former un groupe Verts Alternatif de gauche. Les Verts n'ont pas accepté Christian Grobet au sein de leur groupe, ce dernier a fait le choix de donner la priorité à l'unité des élus de l'Alliance de Gauche. D'autres solutions ont été recherchées avec le groupe socialiste, en raison des changements intervenus dans l'organisation du parlement qui a encore restreint les possibilités d'interventions des élus qui ne font pas partie d'un groupe. La démarche a consisté à revendiquer de nouveaux droits pour une éventuelle participation au sein du groupe socialiste des chambres fédérales. L'objectif de ces demandes portait sur les points suivants : Droit de parole pris sur le temps de parole du PS pour que les élus de l'ADG puissent intervenir à la tribune du parlement. Droit de défendre et d'intervention pour exposer une position minoritaire par rapport au PS. Ristourne au PDT et aux indépendants de l'ADG de la contribution, de 10 000F par an, versée par les chambres fédérales, droit de participation dans les commissions. Ces conditions ayant été admises par le groupe du PS, les deux élus genevois ont accepté un travail au sein du groupe PS du Conseil national.

Les perspectives politiques restent pour nos élus d'assurer la meilleure visibilité possible du Parti du Travail et de l'Alliance de Gauche aux chambres fédérales. Une réalité d'autant plus nécessaire en raison des positions pour le moins ambiguës prises par les socialistes dans les processus de privatisation, sur l'âge de la retraite des femmes, sur les conséquences de leur participation à la table ronde, sur la loi sur le travail etc. Nous conduisons une autre politique que les sociaux démocrates mais en même temps nous conduisons des actions communes, et travaillons avec eux à la transformation sociale que nous avons l'ambition de mettre en route.

Il en est de même des Ecologistes : ils posent des problèmes que nous avons aussi soulevés : ceux relatifs à l'avenir de la planète, de l'utilisation des ressources et des ressources humaines, desservies aux pays riches en faisant mourir les pauvres. Ce n'est pas parce que les Ecologistes ne veulent pas changer en profondeur notre société que nous n'entendons pas poursuivre un certain parcours avec eux. Ils font partie de cette gauche plurielle, en mouvement, avec laquelle nous entendons faire changer les choses.

Ce que notre population a besoin ce sont des positions politiques claires, un programme d'action, des objectifs, définis au sein d'une formation politique qui soit en mesure de placer de nouveaux jalons et des perspectives politiques claires dans un monde qui en manque cruellement.

## Les gauches à la gauche du PS

Quel est notre rôle dans cette gauche plurielle, que sommes-nous, que proposons-nous ? Cette question nous conduit de l'alliance avec le PS à l'alliance voir l'unité entre les forces situées à la gauche du PS, tel que l'Alliance de Gauche à Genève ou les Alliances de gauche en Suisse Alémanique.

Avec ces alliances, nous devons aussi faire avancer l'idée d'une gauche plurielle. Car nous n'avons pas toujours les mêmes origines, ni la même politique que ces groupements ou ces Partis tel que SolidaritéS ou d'autres groupements situés à la gauche du PS.. Nos convergences sont certes plus fortes que les divergences, mais il y en a, et nous ne pouvons pas les cacher. Les alliances de Gauche sont des additions de forces qui ne poursuivent pas les mêmes objectifs sur tous les points ; qui ne défendent pas les mêmes positions sur tous les terrains ! qui n'ont pas la même identité culturelle et politique. Par exemple, le Parti SolidaritéS est davantage composé de militants qui appartiennent à la classe moyenne : enseignants, médecins, cadres avec des positions hiérarchiques plutôt élevées dans la société. Pour eux, la solidarité passe donc par le prisme des intérêts des classes qui composent SolidaritéS. Ce n'est pas un hasard si SolidaritéS n'a pas soutenu notre initiative pour des primes d'assurance-maladie proportionnelles au revenu ; si en Ville de Genève, SolidaritéS a opté pour des sacrifices salariaux identiques pour tous, alors que le Pdt Genevois a demandé davantage de sacrifices pour les plus gros revenus que pour les autres, au moyen de la contribution de solidarité. Même divergence en ce qui concerne la hausse des impôts proposée par SolidaritéS, alors que le PDT était contre. Sur ces points et sur d'autres nous avons des divergences. Mais cela ne nous empêche nullement de travailler ensemble.

Il y a aussi la façon de faire de la politique : l'ADG sous l'impulsion des indépendants et de SolidaritéS prends une orientation privilégiant par trop le travail parlementaire dans ses activités politiques. Or, le PdT ne cherche pas seulement à privilégier les tâches parlementarisme, mais souhaite aussi que ses membres soient présent sur le terrain, sur les lieux de travail et dans les quartiers.

## CHANGER DE CAP

Lutter pour mettre en place une véritable alternative à la politique financière et fiscale des gouvernements cantonaux et fédéraux ,doit aujourd'hui être un objectif et une action prioritaire pour notre parti et toutes les forces de progrès. Les esquisses de cette politique de financement ont été avancées dans notre projet de financement de l'assurance maladie contenue dans notre initiative. Pour répondre aux exigences de notre époque et être en mesure de donner des réponses alternatives à celles mises en place au travers des stratégies de la « table ronde. Au niveau de la confédération et des cantons l'organisation de « table ronde » a permis de sceller la politique de collaboration de classe des socialistes et des syndicats. Sous le prétexte de trouver des solutions aux problèmes budgétaires des collectivités publiques ces « tables rondes » ont permis à la droite avec la collaboration des socialistes de conduire une politique de revanche sociale en réduisant de manière drastique l'action sociale des collectivités publiques.

### Des réformes fiscales efficaces

Le développement du chômage et la crise financière des collectivités publiques poseent avec force la nécessité de la mise en place de réformes fiscales efficaces donnant aux collectivités publiques les moyens de développer une politique sociale adaptée aux circonstances actuelles. Nous devons prendre le contre-pied de cette politique, effectuer une analyse de la situation fiscale dans notre pays et dans le monde et proposer les changements nécessaires. L'objectif étant de mettre un terme à une situation intolérable qui voit, se multiplier le nombre des millionnaires, les banques et les grandes sociétés réaliser des bénéfiques records.

### impôt de solidarité

Au cours de la crise des années trente le gouvernement à majorité radicale avait mis en place un impôt de solidarité frappant les nantis, pour favoriser la relance économique et assurer le financement de l'action

sociale du gouvernement. Aujourd'hui alors que les caisses publiques sont vides, en raison de la politique conduite par la majorité politique, que le chômage s'installe de manière durable, que le coût des assurances sociales explose, la majorité politique des chambres fédérales et des cantons multiplie les cadeaux fiscaux aux banques, aux sociétés, aux nantis et augmente la pression fiscale sur les plus démunis.

Aujourd'hui, en pleine crise, la majorité de droite des Chambres fédérales, et la plupart des gouvernements cantonaux pratiquent une politique diamétralement opposée : Ils multiplient les cadeaux fiscaux aux banques et aux nantis et organisent la chasse aux pauvres en les bombardant d'impôt et de taxes qu'ils sont incapables de payer en raison de la crise, du chômage, du blocage des salaires, de l'explosion du coût des charges sociales, notamment des caisses maladies.

### **La politique des taxes**

L'actualité de cette fin de vacances est marquée par des histoires de taxes. Ainsi la campagne pour le centime solaire est lancée simultanément avec l'annonce par le Conseil fédéral de sa volonté de supprimer le droit de timbre, cette taxe, très faible perçue sur les transactions bancaires et plus particulièrement pour les activités boursières, haut lieu de la spéculation financière. Sous prétexte de favoriser la compétitivité de la place financière suisse, c'est un cadeau estimé par le conseil fédéral de plus de 500 millions de francs qui est offert aux banquiers. Comme on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même, le groupe de travail chargé de préparer le projet était précisément composé des représentants des banques !.

Fait encore plus grave, pour empêcher le peuple de réagir par les voies démocratiques normales le Conseil fédéral a muni ce projet de la clause d'urgence. Lors de la mini-consultation qui a eu lieu le lundi 21 août à Berne tous les partis des radicaux à l'UDC en passant par les libéraux, le PDC et tous les autres partis ont accepté les propositions présentées. Seul, les socialistes et les représentants du Parti du Travail (Christiane Jacquet-Berger et Jean Spielmann) ont manifesté leur indignation devant cette proposition en flagrante contradiction avec toutes les promesses faites autour de la table ronde au cours de laquelle le Conseil fédéral s'était engagé à ne pas faire de proposition de réduire la charge fiscale des banquiers sans mesures compensatoires frappant la même branche. Les syndicats et les socialistes qui avaient accepté les sacrifices demandés à la population, se rendent compte, un peu tard, de leur erreur d'avoir cru aux promesses du Conseil fédéral.

### **Et la taxe Tobin ?**

Après le malheureux échec qui a vu le principe de la taxe Tobin refusée de quelques voix seulement au parlement européen, (elle aurait été admise si les amis d'Alian Krivine et les autres représentants du mouvement trotskiste n'avaient pas voté contre), l'idée de l'introduction du principe d'un prélèvement d'une taxe sur la transaction financière fait son chemin. Le Conseil fédéral aurait été bien inspiré d'envisager des mesures compensatoires s'inspirant de la taxe Tobin, ce qui aurait permis de compenser largement le cadeau de 500 millions par an qui résulte de sa proposition en faveur des banques..

Depuis le début du renforcement de la pression fiscale, sur l'ensemble de la population le pouvoir politique n'a cessé de multiplier les cadeaux aux plus nantis, en allégeant leurs taxes.

### **Il y a taxes et taxes.**

Ainsi le prélèvement de taxes sans tenir compte de la capacité contributive de la population astreinte renforce le caractère anti-social de la politique fiscale voulue par la droite. L'exonération des taxes, de toute manière dérisoire face aux ressources extraordinaires réalisées par les milieux financiers, constitue un cadeau fiscal aux plus nantis de notre société, à ceux qui spéculent sur le travail des autres et dont les bénéfices s'accroissent parallèlement à la crise qui frappe les plus démunis, qui voient de surcroît, leur pouvoir d'achat se réduire par l'effet des multiples taxes qui frappent la population.

Des taxes contraires à toutes les logiques. Ainsi, les taxes sur l'alcool et le tabac ont pour objectif de pénaliser les usagers de ces produits, dans un but dissuasif, mais aussi pour contribuer au financement de l'AVS. Or, admettons que l'objectif dissuasif porte ses fruits, il contribuera à réduire les atteintes à la santé de la population et, conséquence logique, l'espérance de la durée de vie augmentera ainsi que le nombre de rentiers. Comme l'effet dissuasif recherché aura atteint son objectif : Il y aura moins de recettes provenant des taxes et plus de dépenses liées au paiement des rentes !!!

### **Et la taxe sur l'énergie?,**

La taxe sur l'énergie, ou le centime solaire est en contradiction avec nos principes dans le domaine fiscal. Le vote du mois de septembre résulte d'un compromis accepté par les milieux écologiques et les socialistes afin d'infléchir la politique énergétique, en faveur des énergies renouvelables et de l'énergie

solaire. La droite a admis les propositions formulées en faveur d'une politique énergétique respectant mieux l'environnement mais, cette taxe porte l'empreinte de la politique fiscale antisociale voulue par la droite. La pesée des intérêts en présence, milite malgré tout en faveur de l'introduction du centime solaire.

### Défendre le service public

Autre caractéristique de l'application des théories néo-libérales : la remise en cause des prestations des services publiques. Sous l'impulsion de ces théories les activités des services publics sont la cible des privatisations, du démantèlement. Dans notre pays pluriséculaire et connaissant d'importantes différences entre les régions. Le bon fonctionnement des prestations du service public fait partie des fondements même de notre Etat fédéral.

La qualité des services publics notamment de la Poste des Télécommunications et des Transports a été une contribution importante à la prospérité économique de notre pays. Ils sont un facteur décisif de la cohésion nationale et de la solidarité entre les régions en offrant à tous, et au même prix des prestations de qualité. Remettre en cause la notion de service public dans la situation économique actuelle c'est aussi renoncer à maintenir et à améliorer des conditions cadre favorable aux liens sociaux et au développement économique. Soumettre les prestations de communications, d'échanges et de transports aux règles impitoyables du marché et de la concurrence, provoqueront des conséquences négatives pour la population, notamment pour les plus démunis et les régions périphériques déjà durement touchées par le chômage et la crise économique.

La privatisation des télécom, est aussi le résultat du manque de mobilisation des employés trompés par leurs syndicats et le PS qui ont non accepté et soutenu activement la politique des privatisations. Une bonne partie de la population et les employés des télécom qui avaient encore des illusions sur les vertus des privatisations et des conséquences sur l'emploi et les prestations doivent faire face dure réalités du marché !.

Contrairement à toutes les promesses, il a et il y aura encore des suppressions d'emplois et des licenciements ainsi SWISSCOM n'a d'autres perspectives que la fuite en avant dans un marché libéralisé. La population commence seulement à prendre conscience des profondes transformations qui résulte de l'application des privatisations. C'est maintenant le tour de la poste des chemins de fer désormais CFF SA ! , du marché de l'électricité avec toutes conséquences désastreuses sur les prestations à la population et pour les conditions de travail du personnel du service public.

La suppression du statut de fonctionnaire qui est à l'ordre du jour de la votation constitue l'une des luttes les plus importantes de ces dernières années. Le succès du référendum, pas seulement en suisse romande mais dans l'ensemble du pays démontre qu'il existe de réelle chance de succès pour autant que toutes les forces se mobilisent en faveur du maintien du statut de service public car sans acteur du service public comment maintenir les prestations à la population ? Il faut mettre un terme à la politique néfaste des privatisation et refusé le projet qui vise au démantèlement et à l'éclatement en plusieurs sociétés de SWISSCOM. La confédération est encore actionnaire majoritaire il faut, par la pression populaire lui interdire de poursuivre le bradage de SWISSCOM.

Swisscom SA, résultant de la privatisation des PTT est présent sur le marché juteux des « télécom ». Des milliards ont été dilapidés dans des opérations sur le marché mondial de la bourse, en Malaisie, en Hongrie et aux Indes ou des « prises de participation » se sont soldées par des pertes boursières estimées à près d'un milliard de francs. Un autre milliard a été perdu par une sous évaluation lors de la cotation en bourse des actions de SWISSCOM.S.A.. Rappelons que ces sommes ont été payés par les utilisateurs des téléphones par le truchement de taxes téléphonique prohibitives pratiquées par les PTT.

Des milliards de francs ont été accumulés par les taxes prohibitives pratiquées par les PTT dans le domaine des télécommunications durant des années. Elles ont permis de reverser des centaines de millions dans les caisses fédérales. La constitution prévoit que les bénéfices des télécommunications doivent être reversés à la confédération. Qui contrôlera ces bénéfices après que la majorité des chambres fédérales, y compris les socialistes ont accepté de livrer les activités des télécom aux actionnaires ? Nous ne devons pas rester sans réaction face aux décisions prises par les chambres fédérales. Dans le but de favoriser une action unie, et chercher à créer un front le plus large possible pour lutter plus efficacement contre ces orientations antisociales, les privatisations, le démantèlement et le bradage de Swisscom du marché de l'électricité, des CFF et l'ensemble du service public. Une mobilisation d'autant plus nécessaire qu'en dépit des conséquences catastrophiques pour les populations des expériences faites dans les pays à la pointe des privatisations du service public, telle que la GB et les USA, la majorité politique de notre pays aveuglée par les dogmes du libéralisme continue d'appliquer avec zèle ces théories dépassées.

## **PROGRAMME D'ACTION**

Nous devons mettre en œuvre dans les meilleurs délais un programme d'action. Ce projet doit s'inscrire autant dans une action immédiate, que pour ouvrir des perspectives. Nous ne pouvons nous contenter de répondre au coup pas coup et rester constamment sur la défensive. En plus de la définition d'un programme d'action qui peut être l'actualisation des programmes décidés lors du dernier congrès et celui des élections cantonales. Nous devons nous déterminer sur une action précise, tel que le lancement d'une initiative populaire cantonale. Le sujet et la préparation de cette initiative pourrait être le point fort de notre congrès et déboucher sur une action d'envergure. Le sujet pourrait être pris parmi les points suivants : fiscalité cantonale, politique sociale : initiative cantonale pour la création d'une assurance maladie publique cantonale, ou initiative cantonale pour la gratuité des transports publics genevois.

Chacun de ces sujets, la liste n'est pas exhaustive pourrait faire l'objet d'une évaluation, de débat au sein des sections avec la présence d'élus pour exposer les actions faites au parlement, d'orateur désigné pour la présentation des projets d'initiatives etc. Ensuite sur proposition des sections, le prochain congrès après débat, décidera le lancement d'une initiative populaire cantonale.

Le programme d'action de 1997, ci-joint, doit faire l'objet d'une actualisation après avoir fait un bilan des activités du Parti, de l'ADG et de nos élus sur les objectifs qu'il proposait. Une fois le bilan dressé, nous pourrons alors actualiser et apporter les modifications nécessaires pour rédiger le :

***« programme d'action 2000 » du Parti du Travail!***